

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PARIS, LE

11 JUIN 2013

DIRECTION DE LA LEGISLATION FISCALE

Sous-Direction B - Bureau B 1-3

139, RUE DE BERCY  
TELEDOC 573  
75572 PARIS CEDEX 12

Affaire suivie par :

Monsieur,

Par courrier en date du 11 janvier 2013, vous avez saisi la direction de la législation fiscale sur la doctrine figurant au Bulletin des finances publiques (dénommé ci-après « BOFIP ») concernant la réduction d'impôt sur le revenu (IR) prévue à l'article 199 *quater* B du code général des impôts (CGI).

Plus précisément, vous soulignez que :

- d'une part, le BOFIP BOI-IR-RICI-10-20120912 précise au § 130, en matière de bénéfices agricoles (BA), que *« la loi prévoit que la réduction d'impôt est maintenue pour la première année d'application de plein droit d'un régime réel. La durée d'application de la réduction d'impôt se trouve donc prolongée d'un an pour les agriculteurs qui en avaient bénéficié du fait de leur option antérieure »*, sans étendre cette disposition à une autre catégorie de professionnels ;
- et, d'autre part, le BOFIP BOI-BNC-DECLA-10-40-20120912 § 40, étend cette disposition aux bénéfices non commerciaux (BNC) en ces termes : *« [La réduction d'impôt] est cependant maintenue pour la première année d'application de plein droit du régime réel normal »* sans davantage de précisions.

Vous estimez que ces deux doctrines sont contradictoires et demandez la confirmation que la prolongation d'une année supplémentaire ne s'applique pas à l'ensemble des contribuables relevant des BNC.

AGPLA

8, place du Colombier  
BP 40415  
35004 Rennes cedex




MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

NOMFICHERM:\secretariats\secb\pools\bl-3-13\111313\_agpla\111313\_pr2 après validation gf.doc

Je vous confirme qu'effectivement cette prolongation est réservée aux agriculteurs uniquement et ne s'applique pas aux titulaires de bénéfices non commerciaux.

Il s'agissait d'une erreur de plume dans la reprise de la base doctrinale qui a été rectifiée<sup>1</sup>.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Sous-Directeur  
  
Bruno MAUCHAUFFEE

---

<sup>1</sup> Cf. BOI-BNC-DECLA-10-40-20130610